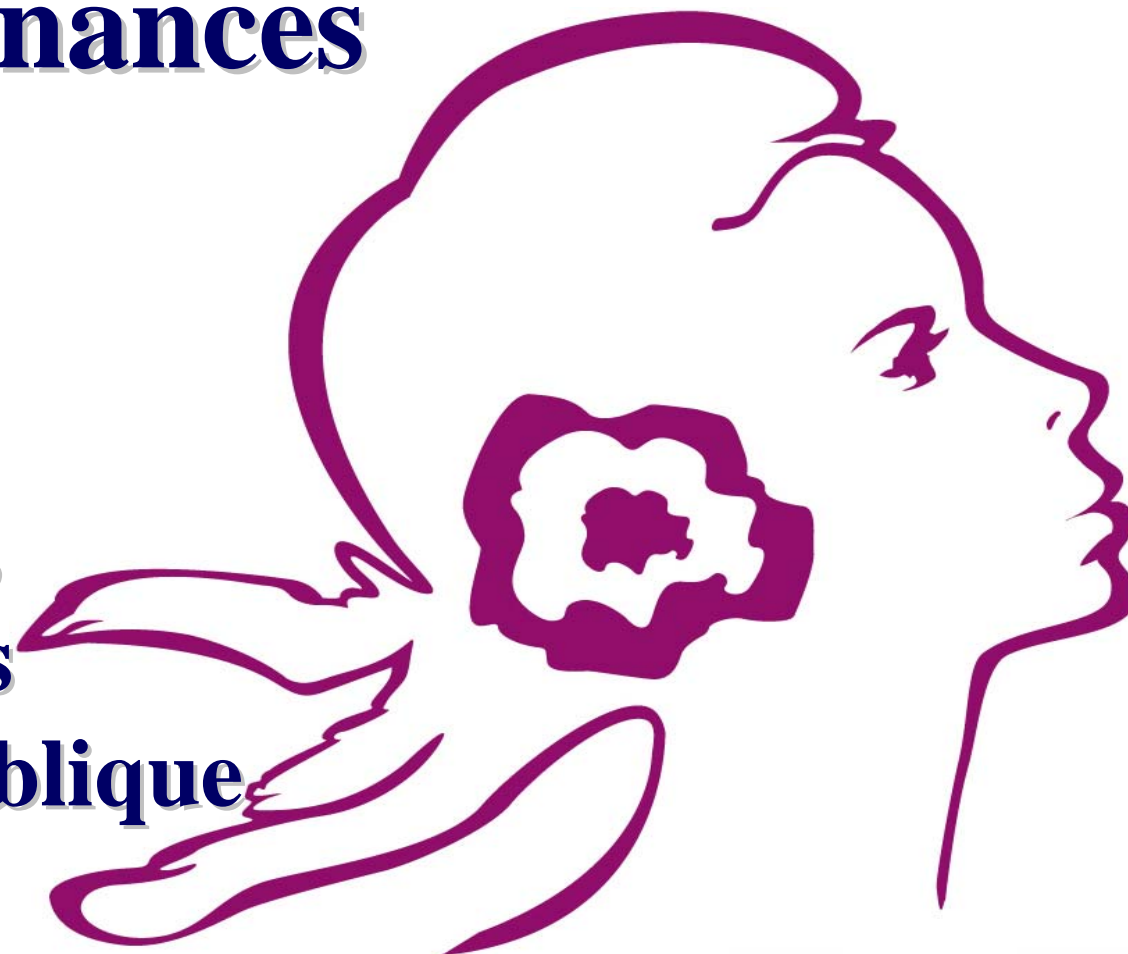


---

# Situation des finances publiques

**Eric Woerth**

**Ministre du Budget,  
des Comptes publics  
et de la Fonction publique**

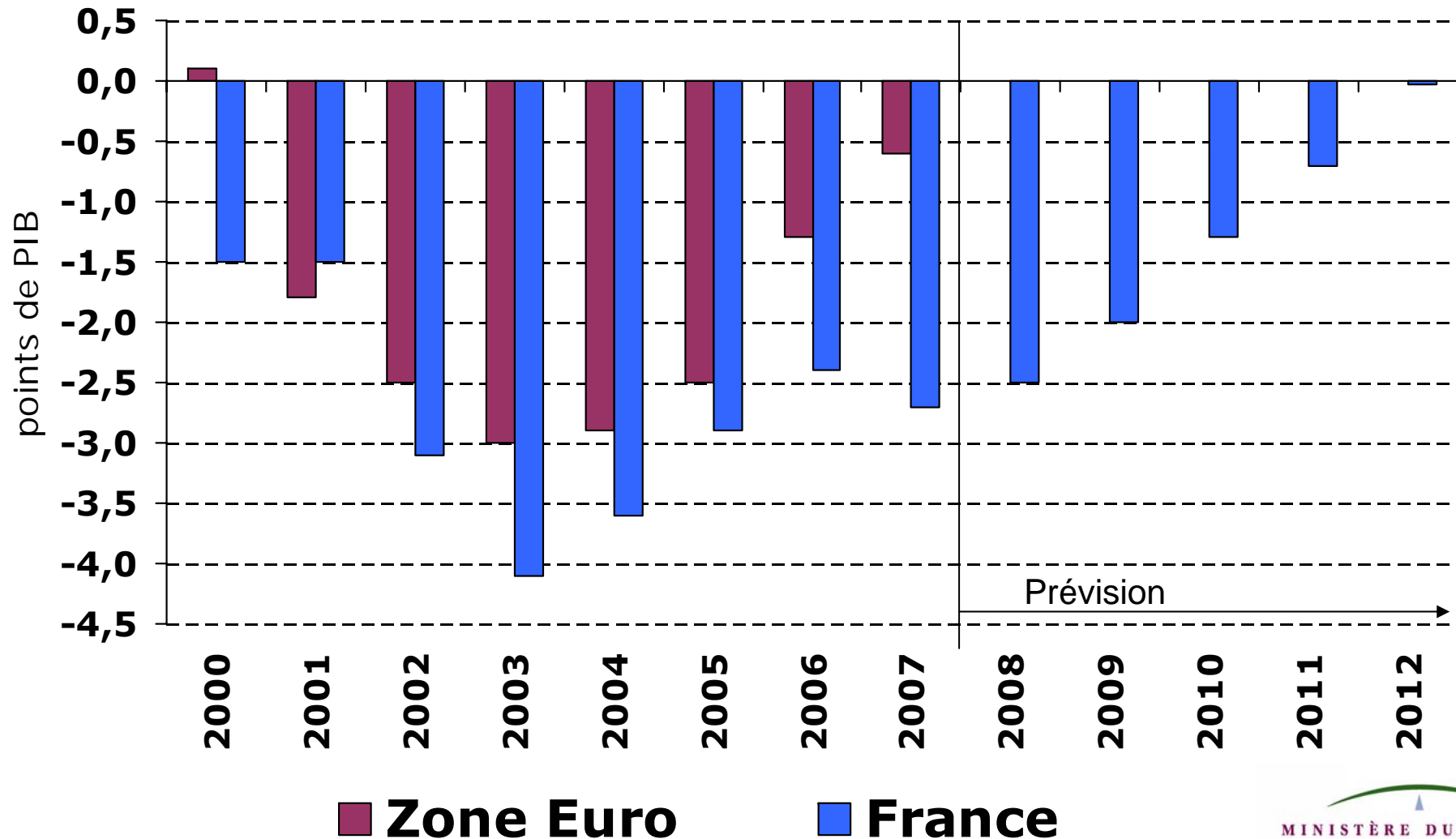


**Conférence nationale des Finances  
Publiques - 28 mai 2008**



# L'impératif de réduction du déficit

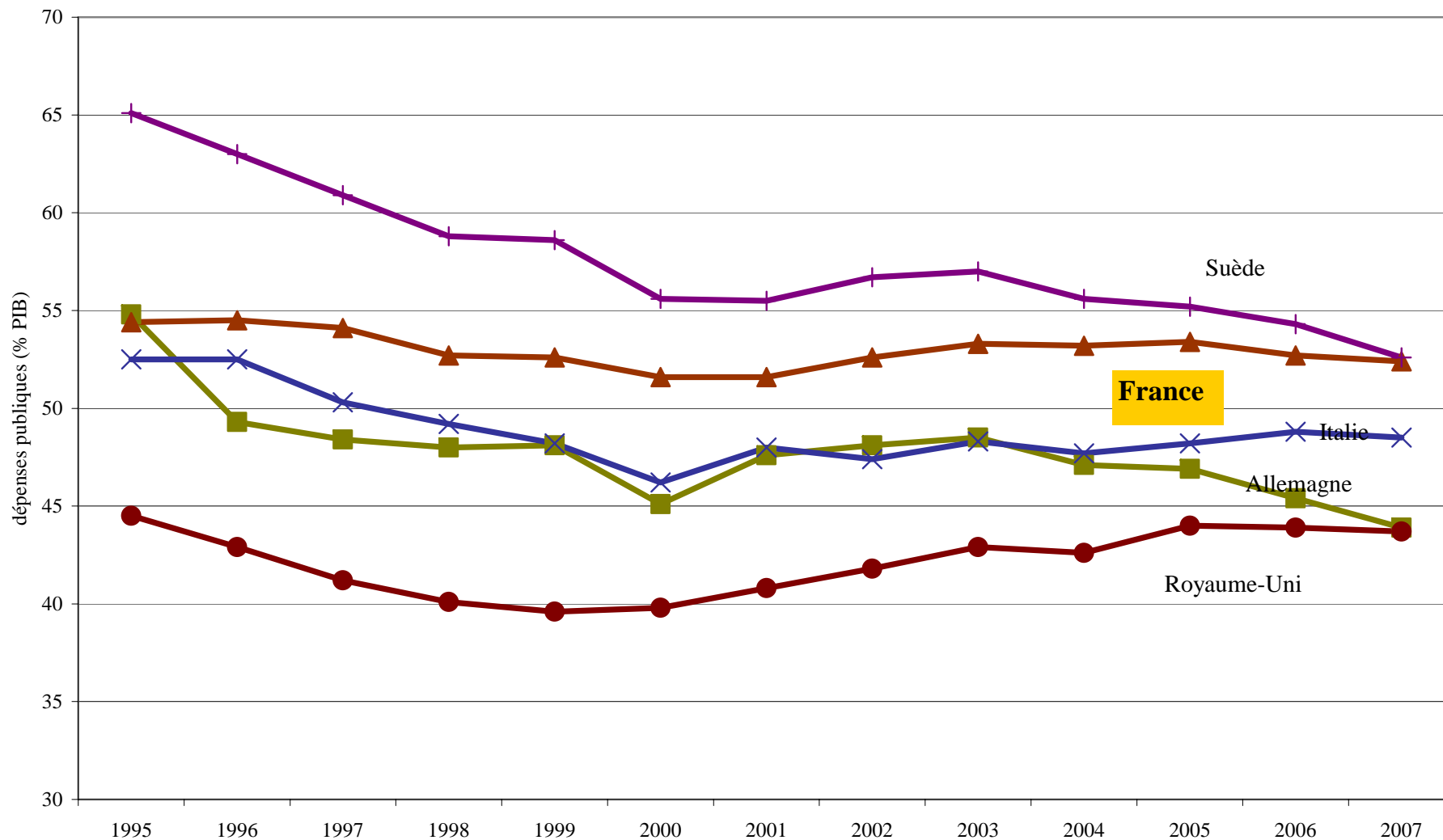
## Déficit public



# En 2007, la France est désormais au 1<sup>er</sup> rang des pays européens pour la part des dépenses publiques dans le PIB, avec la Suède



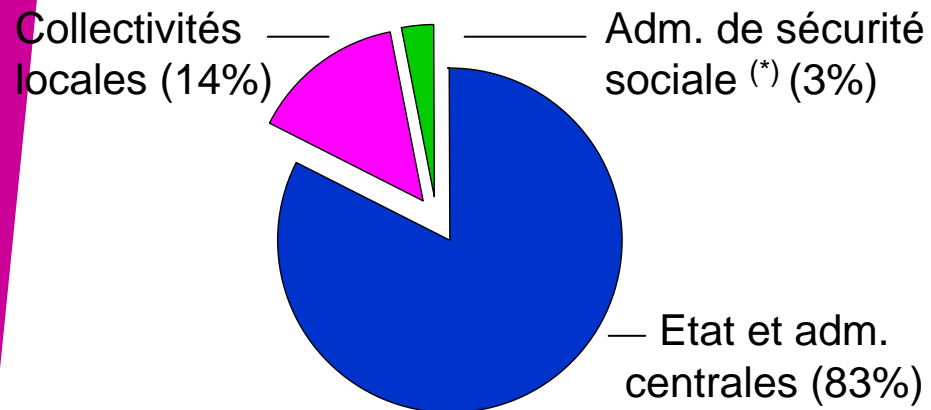
## Part de la dépense publique dans le PIB



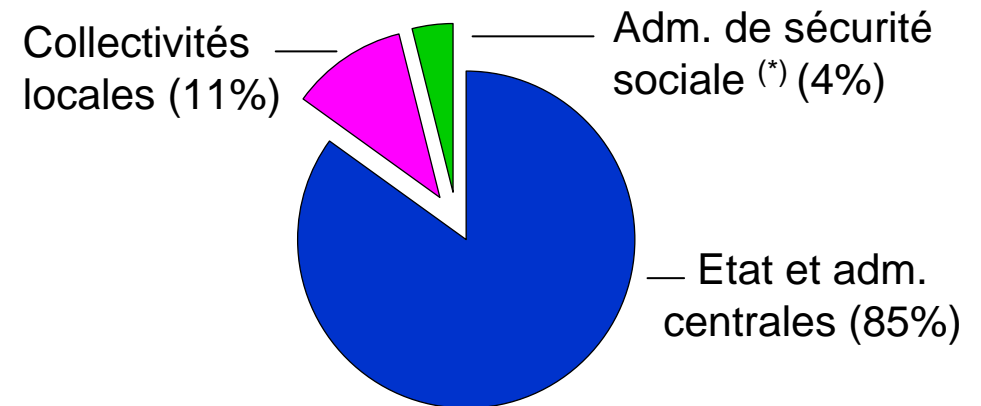
# L'Etat est le principal contributeur au déficit et à la dette publique...



**Déficit 2007 : 50 Md€**

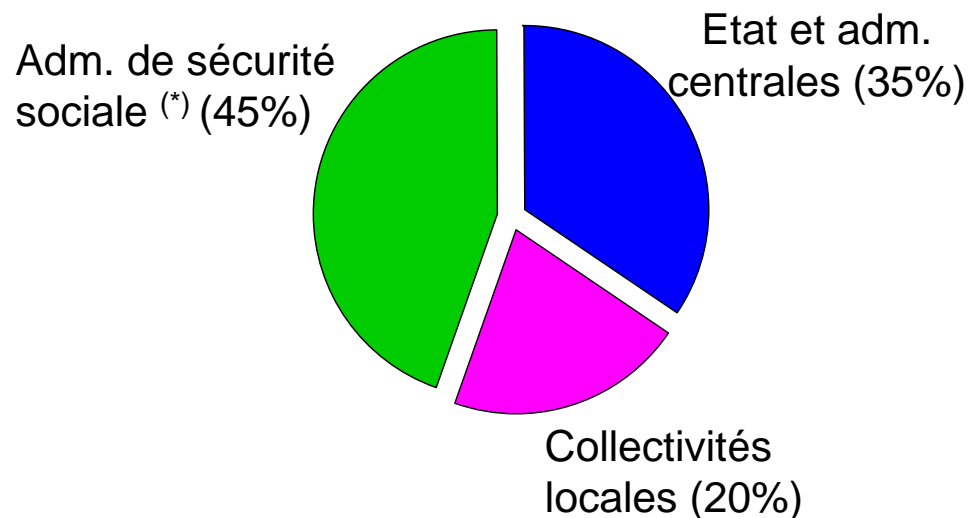


**Dette 2007 : 1200 Md€**

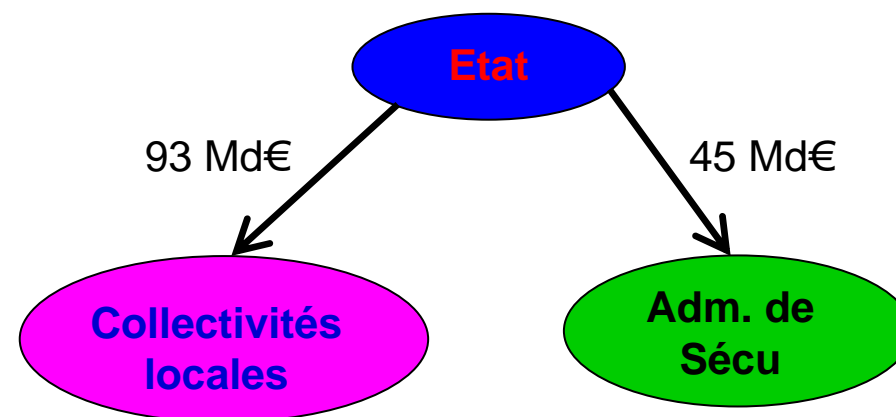


**...mais contribue largement au financement des autres secteurs. Tous les secteurs participent à la dépense.**

**Dépense 2007 : 990 Md€**



**Transferts**

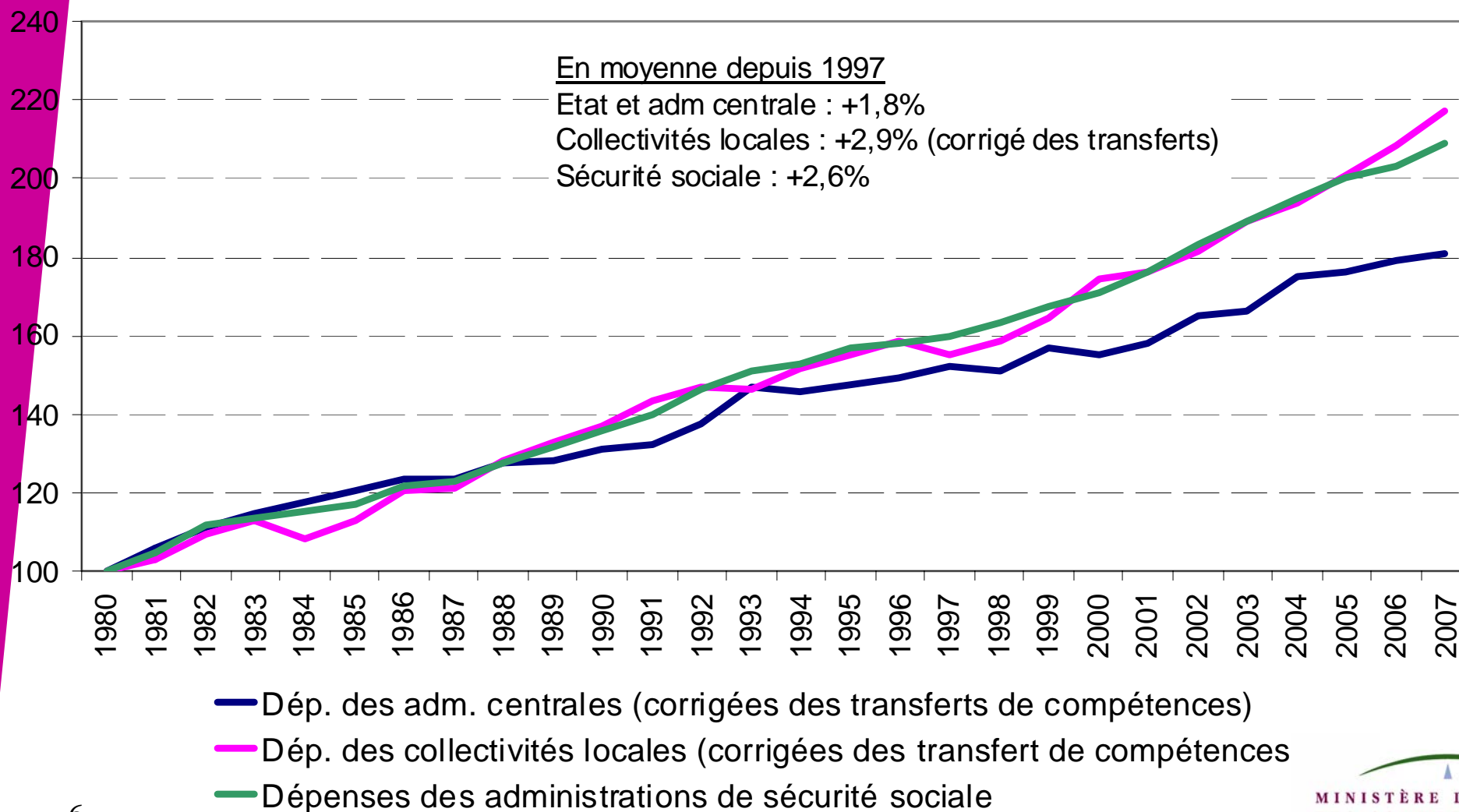


(\*) y compris Unédic et régimes complémentaires

# Les évolutions des dépenses des collectivités locales et de la sécurité sociale sont dynamiques



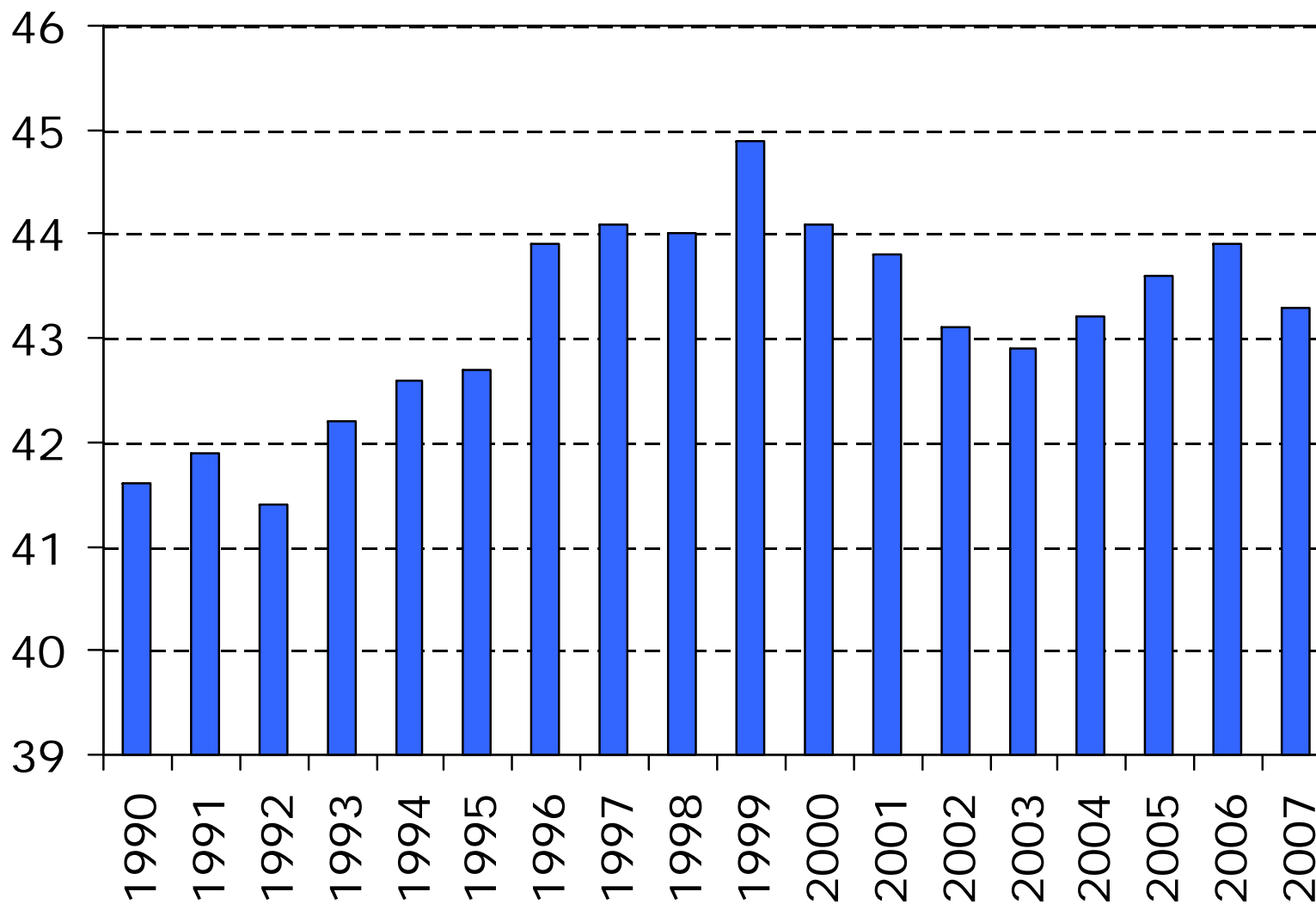
## Progression de la dépense publique - volume, indice 100 en 1980



# Les prélèvements obligatoires ont diminué en 2007, mais restent élevés



points de PIB

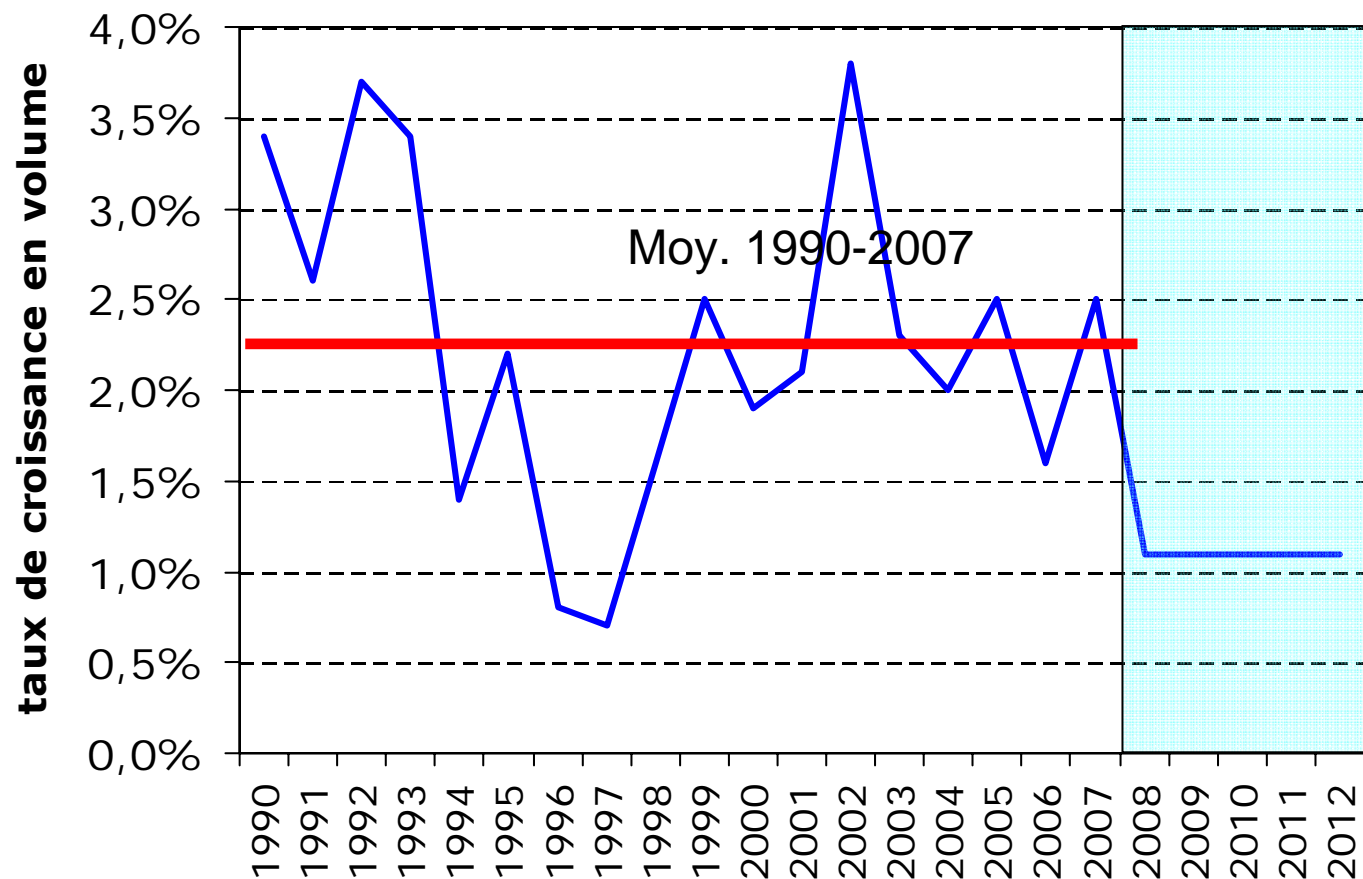


# Une division par deux du rythme de croissance de la dépense



- Résorber notre déficit d'environ 50 Md€ en 4 ans :
  - ⇒ 40 Md€ en divisant par 2 le rythme de croissance de la dépense publique
  - ⇒ 10 Md€ provenant d'un surcroît de croissance du PIB (2½ % sur 2010-2012)

Croissance en volume de la dépense publique



# Un effort de tous pour y parvenir



## ■ Concrètement, la « règle » pour revenir à l'équilibre des finances publiques d'ici 2012 :

- Etat : respect de la norme « 0 volume » sur un large périmètre ;
- Sécurité sociale : retour à l'équilibre du régime général d'ici à 2011 ;
- Collectivités locales : retour à l'équilibre du besoin de financement d'ici 2012.

## ■ Ne pas trop compter sur les « bonnes surprises » :

<i>milliard d'euros par an</i>	Moyenne 2004-2006	Prévision 2009-2011
Progression de la charge de la dette	0,5	1,5 à 2
Progression des pensions	1,6	environ 2
Plus-values fiscales	6,4	?

## ■ Clarification des relations entre tous les acteurs pour se concentrer sur les véritables questions



## Focus 2008 : déficit à 2,5 points de PIB

### ■ Sur les recettes :

- Les derniers chiffres de croissance pour 2008 confirment la fourchette 1,7% – 2%
- Le bon chiffre de croissance 2007 (2,2%) est favorable, mais les répercussions de la crise des subprimes pourraient peser sur l'IS
- Bonne tenue de l'emploi et de la masse salariale pour les cotisations.

### ■ Conserver la maîtrise des dépenses tout au long de l'année :

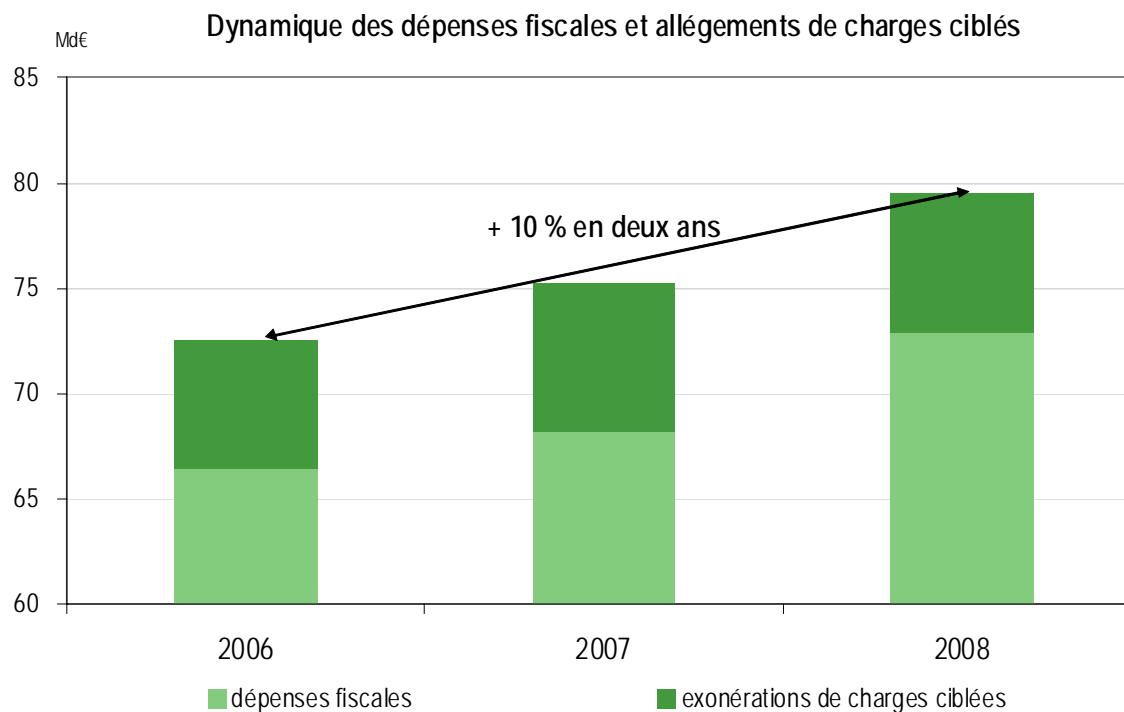
- Etat : augmentation de la charge de la dette avec l'impact de l'inflation,
  - Sécurité sociale : maîtrise de l'ONDAM,
  - Collectivités locales : fortes incertitudes, la prévision intègre une légère amélioration du solde (de -0,4 à -0,3 point de PIB).
- 
- Etat : annulation au cours de l'année d'une partie de la mise en réserve, suivant les besoins
  - Sécurité sociale : les données disponibles sont globalement en ligne avec la prévision de solde du régime général de la LFSS (-8,8 Md€).

# Budget 2009-2011 : les dépenses des ministères devront être quasi-stabilisées en valeur

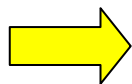


- « 0 volume » sur une norme élargie pour l'Etat  $\approx +5,6$  Md€ par an, largement absorbée par les dépenses 'inéluçtables' (pensions, charge de la dette, prélèvements sur recettes UE)
- dépenses des ministères (masse salariale et interventions) **quasi-stabilisées en euros courants**
  - ⇒ Nécessite le non-remplacement d'un départ à la retraite sur 2
  - ⇒ Mais aussi des économies importantes sur les dépenses d'interventions, compte tenu de la dynamique de certaines dépenses (prestations...) et du financement des priorités
  - ⇒ Suppose aussi de contenir les transferts aux collectivités locales.

# Les dépenses fiscales et les niches sociales ne doivent pas miner l'effort sur la dépense budgétaire



**Les arbitrages budgétaires porteront à la foi sur les dépenses budgétaires, les dépenses fiscales et les niches sociales**



**Faire apparaître davantage la dépense fiscale dans la discussion du PLF**



# Administration de sécurité sociale : une situation contrastée selon les régimes

---

- **Une situation très différente selon les branches et régimes**
  - La branche vieillesse : les départs massifs en retraite des générations d'après-guerre pèsent fortement sur l'évolution des dépenses
  - La branche maladie : un dynamisme spontané des dépenses
  - La branche famille : une progression tendancielle plus rapide des recettes que des dépenses
  - L'assurance chômage et le FSV : un excédent désormais structurel en raison de l'évolution de la situation de l'emploi
- **Les priorités consistent à maîtriser les dépenses d'assurance maladie et encourager le travail des seniors**
- **Au-delà, la question au sein de la sphère sociale de l'allocation adéquate des financements, c'est-à-dire de l'affectation optimale des recettes aux besoins, est légitime**



## Retour à l'équilibre et apurement des bilans

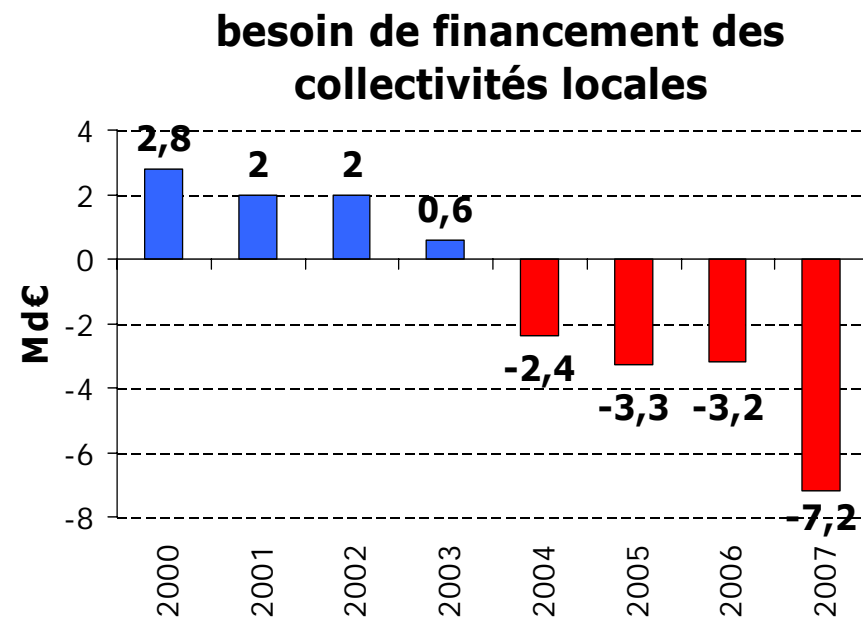
---

- **Maitriser les dépenses d'assurance maladie :**
  - Partage des efforts entre tous les acteurs du secteur de la santé
  - Place de la responsabilité individuelle et de la solidarité nationale
  - Assurer un ONDAM réaliste, inférieur à 2% en volume, voire moins pour revenir à l'équilibre de l'assurance maladie d'ici 2010 ou 2011
- **Augmenter les recettes de la branche vieillesse sans peser sur les prélèvements obligatoires**
- **La dette de l'ACOSS et le financement pérenne du FFIPSA seront traités dans le prochain PLFSS**

# Collectivités locales : participer au retour à l'équilibre (1)



- **En 2007, la dépense des collectivités locales est toujours dynamique (+7%) et le besoin de financement des collectivités s'est accru.**
- **Cet accroissement renforce la tendance observée ces dernières années**
  - 2003 : 0 point de PIB ; 2007 : -0,4 point de PIB, soit une dégradation de 0,4 point (à comparer à une amélioration de 1,6 point pour l'Etat et les adm. centrales)



- **La décentralisation n'explique qu'une part de l'évolution de la dépense.**
  - En 2007: croissance de la masse salariale à périmètre constant (en corrigeant transferts de compétence) +6% ;
  - Sur le long terme, la part des dépenses des collectivités dans le PIB a progressé de 3 points en 25 ans (de 7,9% à 11,1% de PIB). La moitié seulement de cette augmentation provient des transferts de compétences liés à la décentralisation.
- **La règle d'or des collectivités ne suffit pas à empêcher un besoin de financement au sens « maastrichtien »**
  - Il y a création de déficit public, lorsque les dépenses de fonctionnement et d'investissement croissent plus vite que les recettes

# Collectivités locales : participer au retour à l'équilibre (2)

---



- **Un partage de l'effort de redressement équilibré : une contribution au retour à l'équilibre identique à celle des autres acteurs**
  - Evolution des concours financiers de l'Etat pas plus rapide que les autres dépenses de l'Etat
  
- **Des outils pour y parvenir :**
  - A moyen terme => clarification des compétences des différents niveaux de collectivités (cf. proposition du rapport Lambert)
  - A court terme => création de la CCEN (normes), conférence nationale des exécutifs ;



# Loi de programmation des finances publiques

## ■ Stratégie de retour à l'équilibre:

- division par 2 du rythme de croissance de la dépense
- amélioration du déficit d'un peu plus de 0,5 point de PIB en moyenne par an

## ■ Cette stratégie s'inscrit dans une profonde rénovation de la procédure budgétaire :

- budget triennal pour l'Etat :
  - Programmation de l'ensemble des dépenses de l'Etat pour les 3 années à venir ;
  - Elle s'effectue au niveau des missions, avec répartition indicative pour les programmes ;
  - Chaque année, le PLF fixe la répartition par programme, dans le respect des enveloppes de la programmation.
- loi de programmation des finances publiques (Etat, sécurité sociale)